

Présidentielle 2023 : Tshisekedi en tête des sondages, mais des alliances électorales restent inévitables

P. 12

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala

N° 618 du vendredi 12 au dimanche 14 août 2022

Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670

E-mail : kuediasala@gmail.com

www.econewsrdc.com

L'info qui fait échos

Elections en RDC : Washington met la pression pour 2023

P. 2

L'Agence des Zones Economiques Spéciales (AZES) en opération séduction à la FEC

L'Agence des zones économiques spéciales (AZES) a organisé une matinée de sensibilisation des membres de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) sur les Zones Economiques Spéciales au siège national de la corporation qui regroupent les entreprises congolaises. Au cours de cette activité pédagogique, à laquelle a pris part plusieurs opérateurs économiques (nationaux et expatriés), le chargé des missions de l'AZES, Auguy Bolanda, a encouragé les membres de la FEC à participer au développement des Zones économiques spéciales (ZES) afin de contribuer à l'essor économique de la République... P. 5



PARLONS-EN

Le compte à rebours

ECONEWS

Il y a des signes qui ne trompent pas, et qui ont alerté l'opinion sur l'imminence d'un réaménagement technique de l'équipe gouvernementale menée par Sama Lukonde après l'atomisation de la coalition FCC-CACH au second semestre de 2020. D'abord, le fait que le Conseil des ministres hebdomadaire ait été zappé le vendredi 5 août dernier, sans aucune explication; ensuite, une relecture, avec le recul, de la soixantaine de comptes rendus des réunions du Conseil des ministres laisse ressortir une forme d'incompétence de la grande majorité de *Leurs Excellences* qui ont brillé par leur manque d'initiative dans la conduite des affaires de l'Etat, (Lire en page 2)

Washington a choisi son camp

La position tranchée de Blinken : « Nous avons un intérêt à ce que la Monusco poursuive sa mission » P. 3

Pétrole : l'Italien ENI et le Français TotalEnergies convoitent les blocs 1 et 2 du lac Albert P. 5

Elections en RDC : Washington met la pression pour 2023

Comme avec son prédécesseur, Joseph Kabila, Washington met déjà la pression sur le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour la tenue dans le délai, soit en décembre 2023, des élections générales. Pourquoi cet empressement ? Pourquoi Washington affiche-t-il cette posture, alors que la Céni (Commission électorale nationale indépendante) dispose encore de plus d'une année pour organiser les qua-

Plus d'erreur pour la République Démocratique du Congo qui doit organiser de bonnes élections en 2023. Les Etats-Unis font du pays de Félix Tshisekedi le cobaye face au recul démocratique constaté à travers la planète et sur le continent. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, l'a exprimé sans ambages lors de son passage à Kinshasa le 9 et 10 août 2022. Ainsi se comprend la pression qui est exercée sur les autorités congolaises afin que des élections se tiennent en temps voulu. Avec le président de la République et le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

« C'est très important pour la RDC, mais ça dépasse même la RDC. Nous sommes dans un moment de recul démocratique dans pas mal de pays à travers le monde. L'exemple que la RDC peut montrer avec des élections à temps, qui sont vraiment in-

clusives, ça peut avoir un impact à travers le continent, à travers le monde. C'est ce que nous attendons », a martelé le secrétaire d'Etat américain dans une interview à la radio Top Congo Fm. Ceci n'est pas une simple invitation faite aux autorités congolaises d'organiser des élections. Il s'agit une véritable pression exercée qui n'ouvre pas la voie à des tergiversations. Il s'agit d'un programme stratégique à suivre par ceux qui en droit de se poser la question de savoir pourquoi venir dicter la ligne à suivre par un Etat souverain. En temps normal, on pouvait se le permettre. Mais actuellement, la RDC traverse des moments difficiles qui imposent que l'intégrité du territoire national soit retrouvée avant d'entreprendre d'autres chantiers, notamment celui de défendre comme il se doit les frontières nationales grâce à une armée forte, dissuasive, républicaine et professionnelle.

trième cycle électoral de la 3^{ème} République ? En séjour de 48 heures à Kinshasa, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a dit avoir reçu toutes les garanties possibles aussi bien du Chef de l'Etat que du président de la Céni, Denis Kadima, pour la tenue des élections dans le délai. Des assurances qui devraient vraisemblablement tempérer les ardeurs des Etats-Unis.

LECONews

SIMPLE PRESSION AMICALE ?

A première vue, on peut croire qu'il s'agit d'une simple pression amicale d'un partenaire qui se soucie des affaires d'un pays ami. Apparemment, Antony Blinken est venu plus comme un shérif avec comme unique mission de dire à l'un, le Rwanda, d'arrêter de lorgner sur le vaste et riche territoire de son voisin et à l'autre, la RDC, de tout faire pour organiser une vraie transition au sommet de l'Etat, a analysé un diplomate occidental de Kinshasa.

Cette analyse rappelle une déclaration de l'atypique ancien ambassadeur américain en RDC, Mike Hammer, au début du mandat de Tshisekedi qu'il avait qualifié d'un « président de transition ».

Serait-ce la matérialisation de cette option levée de Washington qui considère d'ailleurs que la RDC reste un espace de libre circulation et de libre commerce ? Cette

pression qui n'est pas faite sur Kigali qui organise des parodies d'élections et qui bénéficie des largesses et de la protection américaine est la preuve que ce pays n'appartient pas en réalité aux Congolais. Les autorités congolaises sont invitées à amorcer l'appropriation du pays. Il n'est plus question de rester attentiste et subir le diktat qui vient d'ailleurs à cause de l'irresponsabilité des dirigeants qui se sont succédé à la tête du pays.

Félix-Antoine Tshisekedi et Denis Kadima ont donné toutes les garanties sur l'organisation des scrutins dans le délai constitutionnel. Cette promesse ferme peut désormais être considérée comme une prison qui pourra se refermer sur ceux qui les ont formulées.

Les Yankees, qui ne sont pas des enfants de cœur, sont capables de tout. Il faut se méfier de leur visite surtout lorsqu'ils viennent parler d'élections dans un pays qui les organise tant bien que mal.

PARLONS-EN

Le compte à rebours

(Suite de la Une)

mais restés plus présents dans des médias stipendiés, à caresser le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, dans le sens du poil.

Une équipe éléphantesque où dix ministres à peine sortaient du lot, alors que les mauvais élèves, murés dans un silence gêné dans leurs fauteuils douillet de la Cité de l'Union africaine, n'alimentaient guère les laïus radiotélévisés de Patrick Muyaya. Une attitude qui rappelle les séances de l'Assemblée nationale, où des député(e)s, plusieurs fois réélu(e)s, ne se sont jamais risqué(e)s à prendre la parole à la tribune.

Il est donc venu le moment où les médicres doivent dégager, selon la sentence-couperet de feu le cardinal Monsengwo Pasinya. Ils emporteront dans leur sillage tous ces traitres katumbistes et kabun-distés. Les premiers pour leur tiédeur à faire allégeance au Guide de l'Union sacrée de la nation; les seconds pour n'avoir pas désavoué publiquement celui qui les avait pistonnés au gouvernement du temps d'un Kabund tout-puissant à la tête du parti présidentiel (UDPS).

Et ils vont dégager, à coup sûr. Mais leur départ ne signifie pas que Félix Tshisekedi va nécessairement se confectionner une nouvelle équipe moins fournie en ministères affranchis d'un saucissonnage qui ne déboucherait pas sur l'apparition des cabinets inutiles destinés uniquement à caser de vieux copains des temps heureux de la bohème en pays Schengen.

Quant à la réduction du train de vie des institutions publiques, à l'heure où la CENI s'évertue à trouver des fonds pour conduire le processus électoral, c'est un vœu pieux. La tradition politique en RdCongo voulant que tout le monde « se retrouve ». Car l'histoire se répète et il n'y a pas de raison qu'il n'en soit plus ainsi : on s'installe et on installe; d'ailleurs ce qui était bon pour les sortants le sera tout aussi pour les entrants. Bien plus, l'appétit viendra en mangeant.

Avec AFP

Depuis Kigali, Blinken affirme que les soutiens aux groupes armés en RDC doivent « cesser »

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a appelé jeudi les gouvernements congolais et rwandais à cesser de soutenir les groupes armés dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), lors d'une visite au Rwanda.

« Il existe des rapports crédibles sur un soutien aux groupes armés par toutes les parties, y compris les FDLR par les forces congolaises et le M23 par les forces rwandaises », a déclaré Antony Blinken à l'issue de discussions avec le président rwandais Paul Kagame à Kigali.

Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) sont des rebelles hutu rwandais. Et le M23 est un groupe principalement composé de Tutsi congolais.

« Notre position est claire: le soutien à tout groupe armé doit cesser. Il ne s'agit pas d'un groupe contre un autre. Le principe de base est qu'il ne

devrait pas y avoir de soutien venant des gouvernements et des forces armées aux groupes armés comme le M23 et les FDLR », a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Kigali a démenti soutenir le M23.

Le Rwanda constitue la troisième et dernière étape d'une tournée africaine qui avait précédemment mené M. Blinken en Afrique du Sud et en RDC.

Jeudi, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta, a refusé de commenter les propos de M. Blinken évoquant des informations « crédibles » sur un soutien au M23.

L'Est de la RDC abrite de nombreux groupes armés qui sèment la mort depuis près de 30 ans.

L'un des plus actifs ces derniers mois est le M23, une ancienne rébellion à dominante tutsi vaincue en 2013, qui a repris les armes en fin d'année dernière en reprochant à

Kinshasa de n'avoir pas respecté des accords sur la démobilisation et la réinsertion de ses combattants.

Selon un rapport d'experts missionnés par les Nations Unies consulté le 4 août 2022 par l'AFP, l'armée rwandaise a « lancé des interventions militaires contre des groupes armés congolais et des positions des Forces armées congolaises » depuis novembre 2021 et jusqu'en juin 2022.

Kigali a rejeté ces « allégations non valides » et avancé son « droit à défendre son territoire ».

Lors de sa visite, M. Blinken a également abordé la situation des droits de l'Homme au Rwanda, régulièrement dénoncée par la société civile et des ONG internationales.

Il a indiqué avoir évoqué le sort de l'opposant Paul Rusesabagina, condamné l'an dernier à 25 ans de prison pour « terrorisme » et qui dis-

pose d'un statut de résident permanent aux Etats-Unis.

Paul Rusesabagina a été rendu célèbre par le film « Hôtel Rwanda », sorti en 2004 et qui raconte comment ce Hutu modéré qui dirigeait l'Hôtel Mille Collines de Kigali a sauvé plus de 1.000 personnes durant le génocide de 1994.

Virulent opposant au régime de Paul Kagame, il vivait depuis 1996 en exil aux Etats-Unis et en Belgique, avant d'être arrêté à Kigali en août 2020 dans des circonstances troubles, à la descente d'un avion qu'il pensait à destination du Burundi.

Ces efforts diplomatiques américains surviennent après que le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a effectué une tournée en Afrique, où il a blâmé les sanctions occidentales contre la Russie pour la flambée des prix des denrées alimentaires.

Washington a choisi son camp**La position tranchée de Blinken : « Nous avons un intérêt à ce que la Monusco poursuive sa mission »**

Peu avant de quitter Kinshasa, mercredi soir, le secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, s'est entretenu, en français, de la radio Top Congo FM, avec Christian Lusakuenu. Il était question de faire le point de ses 48 heures de séjour de travail à Kinshasa. Washington n'est pas prêt à lâcher Kinshasa, a réaffirmé le chef de la diplomatie américaine. Quant à l'avenir de la Monusco en RDC, les Etats-Unis ont une position tranchée et exclut, pour le moment, son retrait précipité du sol congolais. Entretien avec Christian Lusakuenu.

La RDC, à l'opposé de beaucoup de pays africains qui se sont abstenus de condamner la Russie, a été co-auteur de la résolution condamnant l'agression de l'Ukraine à l'ONU. Un groupe d'experts des Nations Unies a établi, par des informations, que vous dites crédibles, la responsabilité du Rwanda dans l'agression de la RDC, est-ce que les Etats-Unis envisagent de parler d'abord de ce rapport aux Nations Unies et d'en tirer toutes les conséquences ensuite ?

Deux choses, premièrement, oui, nous avons connaissance du rapport, et je pense que nos propres estimations sont largement en accord avec le rapport. Et c'est tout à fait effectivement crédible. Et globalement, il faut, une chose, il faut qu'il ait la paix pour les gens qui habitent le Congo de l'Est. La première chose qui est absolument essentielle.

Deuxièmement, pour qu'il ait la paix, il faut évidemment une diplomatie de négociation. Mais il faut qu'on arrête d'armer les groupes qui ne font pas partie des armées de l'Etat, et qui créent une instabilité, une violence, une insécurité qui affligent les peuples qui habitent dans l'Est du Congo depuis des années. Donc je veux en parler, j'en ai parlé ici, j'en parlerai demain au Rwanda.

Des années depuis, le Congo est quasi sous embargo, il doit tout déclarer, il est clair que ce sont les voisins. Alors je repose ma question : Est-ce que vous êtes prêts à emmener ce rapport des experts au Conseil de sécurité pour qu'on en arrive à des décisions claires à l'égard de ceux qui les arment ?

Dans les jours à venir, je me concentre sur la diplomatie. Ce qui veut dire deux choses. Premièrement, un soutien pour les efforts de médiation qui sont tenus par

l'Angola, par le Kenya, par presque l'ancien président Kenyatta, mais qui a toujours ce dossier en mains. Deuxièmement, nous-mêmes directement avec le gouvernement ici en RDC, avec le gouvernement du Rwanda, nous essayons d'aider à trouver une solution diplomatique par la voix des négociations, mais cette solution doit inclure l'idée qu'on arme plus ces groupes comme le M23.

Vous croyez encore à la diplomatie. Après Luanda, après l'accord de Nairobi, rien ne bouge sur le terrain, Bunagana est toujours occupé, si votre visite, on attend beaucoup de vous dans la région, n'aboutit à rien, ne faut-il pas craindre le pire ?

Vous savez, une visite ne suffit pas, il faut une suivie continue. C'est ce que faisons d'ailleurs avant cette visite. Nous sommes engagés dans le soutien des efforts de médiation, des efforts diplomatiques, pour mettre fin à l'insécurité, à la violence congolaise; ça continuera après cette visite. Et c'est important de pouvoir parler directement avec les chefs d'Etat, avec le président Tshisekedi ici, avec le président Kagame, au Rwanda, et aussi avec les voisins. Nous sommes en contact avec le Rwanda, avec le Congo-Brazzaville en face, et d'autres pays qui sont concernés, parce que c'est un problème, à la fois, évidemment, directement pour les peuples de Congo de l'Est, mais c'est un problème régional qui doit se résoudre aussi, nous exerçons notre diplomatie là-dessus.

Mais le problème régional, c'est notamment l'exploitation des richesses, c'est notamment l'hégémonie des pays, principalement le Rwanda et l'Ouganda, la diplomatie, 25 ans durant, a montré ses limites. Aujourd'hui, que c'est qu'il faut faire ? Vous êtes prêts notamment à réarmer les FARDC pour qu'el-



les soient plus en même de faire face, vous êtes prêts à... je sais qu'en 2012, vous étiez numéro 2 du Conseil national de sécurité, on vous a vu notamment d'ailleurs sur des grandes opérations américaines, en 2012, Barack Obama avait appelé Paul Kagame pour que ça s'arrête en 2012, et l'épopée du M23 s'était arrêté, est-ce qu'on peut s'attendre à la même chose, à la même contribution du président Biden, du secrétaire d'Etat ou des Etats-Unis pour que cesse l'épisode 2022 ?

Je ne veux pas me mettre en avant de notre propre diplomatie. Mais pour vous dire deux choses, premièrement, en ce qui concerne les Forces armées ici en RDC, il y a une réforme qui est en train de se faire, qui est très importante. Cette réforme, je pense, ouvrira d'autres possibilités en ce qui concerne notre soutien, nos propres relations, mais il faut que cette réforme se fasse. Il faut également que tout ce qui est comme contact qui reste avec le FDLR, par exemple, avec certains éléments des Forces armées s'arrête aussi. Et je crois ça c'est important.

Deuxièmement, je veux parler directement du problème du M23 au Rwanda avec le Kagame. On verra par la suite ce qui se fait. Mais pour le moment, il y a, je pense, un peu d'énergie dans cette diplomatie. Nous essayons, nous-mêmes, de mettre notre poids derrière, pour avancer la paix.

La diplomatie a fait que l'ADF soit cité comme mouvement terroriste, la RDC souhaite que ça soit le cas pour M23, est-ce que les Etats-Unis sont prêts à ça ?

Vous savez, on a sanctionné, dans le passé, des lea-

ders du M23, c'est un dossier qu'on regarde continuellement. Il n'y a pas de conclusions définitives, mais on a déjà sanctionné dans le passé des individus, des leaders du M23. On continuera à regarder le dossier.

Parlons MONUSCO, du départ précipité demandé par la population. Après 25 ans sans résultats, face à cette rupture de confiance, est-ce que l'agenda de retrait ne doit-il pas être accéléré ?

Pour la Monusco, nous sommes le premier donateur. Et donc, nous avons, nous, un intérêt à ce que la Monusco poursuive sa mission et son mandat avec les ressources nécessaires et avec l'autorité nécessaire pour le faire. Je sais qu'il y a une frustration très importante au niveau du public en ce qui concerne l'insécurité, en ce qui concerne les problèmes sur le terrain que la Monusco n'a pas pu gérer, mais je pense qu'il faut être sûr qu'il y a une vraie coordination entre tous les éléments; qu'il y ait les ressources nécessaires. Il est évidemment très difficile de voir des vies perdues à cause des conflits entre la Monusco et les citoyens, de deux côtés, il faut que ça s'arrête. Mais je pense que la Monusco, c'est très important, mais ça ne suffit pas, parce que, sans une ouverture diplomatique, sans une renégociation pour mettre fin à ce qui se passe pour rétablir la sécurité, la Monusco, seule, ne peut pas le faire, il faut les deux à la fois.

Elections générales pour la RDC, c'est l'année prochaine, en 2023, mais la CENI, peut ne pas être prête. Vous avez rencontré le Président Tshisekedi, vous avez aussi rencontré Denis Kadima, président de la CENI. S'il

n'y a de scrutins dans le délai, qu'est-ce vous ferez ?

Pas d'hypothétiques, mais le sujet a été évoqué avec le président Tshisekedi. J'ai évoqué ça aussi avec le président de la Commission électorale nationale indépendante. Tous les deux m'ont confirmé que les élections auront lieu à temps et dans des conditions ouvertes, dans des conditions d'inclusivité. C'est très important évidemment pour la RDC, mais ça dépasse même la RDC. Nous sommes dans un moment de recul démocratique dans pas mal des pays à travers le monde. L'exemple, que la RDC peut montrer avec des élections à temps qui sont vraiment inclusives, peut avoir un impact à travers le continent et à travers le monde. C'est ce que nous attendons. Je dois vous dire qu'avec les conversations avec le président de la République et de la CENI, je pars avec un peu de confiance que ça sera le cas.

Pas d'entreprises américaines possibles en RDC tant qu'il y a de la corruption. C'est ce que nous disait, il y a quelques mois, l'ancien ambassadeur américain en RDC, Mike Hammer. Au cours de votre visite, vous avez aussi parlé business en RDC. Les entreprises américaines peuvent-elles venir aujourd'hui, vous êtes satisfait du travail de la RDC en matière de lutte contre la corruption avec des structures telles que CENAREF, APLC et IGF ?

Je pense qu'il y a une prise de conscience que la corruption est un cancer qui attaque la démocratie, qui attaque le peuple congolais et qui attaque aussi la possibilité d'investissement venant de l'extérieur. On a vu des démarches par le gouvernement qui sont positives à cet égard. Je l'ai évoqué avec nos collègues, en même temps, il reste du travail à faire, surtout dans la transparence, du gouvernement, des contrats, etc. Mais, je pense qu'il y a une démarche qui est en train de se faire. Il y a un lien direct entre cette démarche et la possibilité d'investissement. Par exemple, dans le secteur des minerais critiques, nous avons maintenant établi un partenariat pour l'exploitation des minerais, pas d'exploitation des êtres hu-

(Suite à la page 4)

Fête d'indépendance du Tchad**Félix Tshisekedi, invité d'honneur à N'Djamena dans le costume de président en exercice de la CEEAC**

C'est en qualité de président en exercice de la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale) que le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a fait le déplacement de N'Djamena où il a participé jeudi aux festivités marquant le 62^{ème} anniversaire de l'indépendance de la République tchadienne.

Arrivé, mercredi 10 août 2022 dans la soirée à N'Djamena pour participer à la cérémonie commémorative du 62^{ème} anniversaire de l'indépendance du Tchad, à l'invitation de son homologue Mahamat Idriss Deby, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a marqué sa présence jeudi, sur la grande Place de la Nation, les manifestations prévues dans le cadre des 62 ans d'indépendance de la République tchadienne.

Cette cérémonie a connu trois temps forts, à savoir le dépôt d'une gerbe de fleurs par le Président tchadien au Monument aux morts, en mémoire des soldats tombés sur le champ de bataille, la décoration de l'Émir du Qatar élevé au grade de dignité de Grand-Croix en Ordre National du Tchad - la plus grande distinction du pays - et le défilé militaire.

Après avoir suivi, avec

une attention soutenue, toutes ces séquences, le Président Félix Tshisekedi est allé s'entretenir avec la diaspora congolaise vivant au Tchad.

Le Chef de l'Etat s'est attardé sur les questions d'actualité relatives à la vie politique et sécuritaire de l'ex-Zaïre. Les applaudissements du public ont traduit la pertinence des sujets abordés, sans ambages et sans langue de bois, par le garant de la nation congolaise.

Juste avant de se rendre à l'aéroport, il a eu un bref entretien avec son homologue tchadien au Palais présidentiel de Ndjamen. Ceci symbolise les liens de fraternité unissant, non pas seulement Kinshasa et Djamen, mais aussi les deux personnalités.

C'est sous le coup de 17h50, heure locale, que l'avion du Président de la République s'est immobilisé mercredi sur le tarmac de l'aéroport international Hassan



Le Président Félix Tshisekedi à N'Djamena en compagnie de son homologue tchadien

Djamou de N'Djamena.

Au bas de la passerelle se tenait le président tchadien, Mahamat Idriss Deby, venu, personnellement, accueillir son visiteur de marque.

Après avoir été fleuri par deux jeunes filles, le Président congolais, conduit par son homologue, a passé en revue les différents détachements

de l'armée nationale tchadienne, les membres du Conseil militaire de transition, les membres du gouvernement, les membres de grandes institutions de la République du Tchad avant de saluer la délégation congolaise qui l'accompagne.

Après un bref entretien avec son homologue tchadien

au salon d'honneur de l'aéroport, le Président Félix Tshisekedi a pris, à la sortie de l'aérogare, un bain de foule impressionnant de la diaspora congolaise du Tchad qui l'a ovationné à tout rompre avant de se rendre au Palais présidentiel de N'Djamena où un dîner est offert aux invités de marque.

AVEC PRESSE PRÉSIDENTIELLE

Washington a choisi son camp**La position tranchée de Blinken : « Nous avons un intérêt à ce que la Monusco poursuive sa mission »**

(Suite de la page 3)

mains. Ce que nous apportons à ce partenariat, c'est la possibilité de l'investissement ! Ce que nous demandons, ce que cette exploitation se fasse avec des valeurs très sûres, en tête, respect des travailleurs, respect de l'environnement et respect de la transparence. La RDC, je pense, va faire partie de ce partenariat. Je crois que c'est prometteur pour l'avenir.

Donc, il y a moins de corruption, les entreprises américaines peuvent venir investir. RDC, «pays solution», c'est ce que le Congo dit pour le maintien de l'écosystème avec sa forêt. Mais financièrement, il est peu soutenu. Récemment, il a lancé un appel d'offres sur son pétrole qui a fait couler beaucoup d'encre. Est ce que vous êtes d'accord avec cet appel d'offres? Est ce que le Congo peut exploiter son pétrole, comme le

fait notamment l'Ouganda qui a la même source de pétrole que le Congo? Vous n'êtes pas opposé à cet appel d'offres ou vous accompagnez la RDC?

On en a parlé et je vous dirai plusieurs choses importantes. Premièrement, nous, les Etats-Unis, nous avons une responsabilité très importante sur ce dossier du climat pour deux raisons. Premièrement, aujourd'hui, nous sommes, hélas, le numéro deux au monde après la Chine en ce qui concerne les émissions, et donc les grands pollueurs. Mais au niveau historique aussi, nous avons fait, pour notre propre développement, des choses que nous demandons maintenant aux autres pays de ne pas faire. Et donc il est normal que les pays nous disent : vous avez fait l'exploitation de vos forêts, vous avez fait une exploitation de vos forêts et nous continuons à le faire, mais vous nous demandez de ne

pas le faire. C'est une remarque tout à fait normale et appropriée. Ce que nous faisons, c'est que nous soutenons l'adaptation, la résilience de ces pays qui ont besoin d'aide, qui ont besoin de soutien. Alors, en ce qui concerne le bassin du Congo, oui. Cette forêt tropicale extraordinaire, comme vous savez, les émissions captées par ces forêts sont plus grandes que toutes les émissions du continent africain. Donc, pour combattre les problèmes climatiques, c'est absolument essentiel de le préserver. Mais on comprend tout à fait qu'il faut aussi maintenir l'écosystème. Il faut des ressources, de la technologie, des techniques. Nous nous sommes mis d'accord avec le gouvernement congolais d'établir immédiatement un groupe de travail qui puisse, à la fois, assurer que la protection de la forêt et, en même temps, avoir l'assurance de mettre à la disposition de la RDC des res-

sources nécessaires pour non seulement protéger l'écosystème, protéger les forêts, mais aussi créer l'opportunité économique pour le peuple congolais. Il y a déjà un engagement de la communauté internationale pour la RDC de plusieurs milliards de dollars américains dans cette direction, nous allons donner suite à ça immédiatement.

Je voudrais, comme il y a presque treize ans, jour pour jour, c'était ici, dans cette résidence des Etats-Unis, le 10 août 2009, avec votre prédécesseur Hillary Clinton, je veux vous poser la même question : secrétaire d'Etat américain en République Démocratique du Congo, vous dites que les relations sont bonnes, pourquoi autant de temps ? Est-ce qu'il est possible pour la RDC d'espérer un jour la visite d'un président américain ?

Moi, je ne peux que vous parlez du présent et de l'avenir. Et je peux vous dire que dans le présent et pour l'avenir, nous avons un partenariat qui s'élargit et qui s'approfondit. On a évoqué une douzaine de sujets avec nos collègues du gouvernement et de la Société civile. J'ai vu des jeunes remarquables qui sont dans un concours pour des projets informatiques pour les élections, pour informer le peuple congolais dans les élections de l'année prochaine. Donc, pour moi, dans le présent, c'est un partenariat qui est important et qui va devenir encore plus important dans les années à venir.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie. Merci d'avoir accepté de faire cette interview en français.

Merci !

RETRANSCRIS PAR
TIGHANA MASIALA

L'Agence des Zones Economiques Spéciales (AZES) en opération séduction à la FEC

L'Agence des zones économiques spéciales (AZES) a organisé une matinée de sensibilisation des membres de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) sur les Zones Economiques Spéciales. Cadre choisi : le siège national du patronat congolais. Au cours de cette activité pédagogique, à laquelle ont pris part plusieurs opérateurs économiques nationaux et expatriés, le chargé de mission de l'AZES, Auguy Bolanda, a encouragé les membres de la FEC à participer au développement des Zones économiques spéciales (ZES) afin de contribuer à l'essor économique de la République Démocratique du Congo. Captivées par l'exposé d'Auguy Bolanda, les participants ont promis d'adhérer à cette dynamique.

TIGHANA MASIALA

Le secteur industriel de la République Démocratique du Congo ayant subi successivement les effets dévastateurs de plusieurs années de mauvaise gouvernance, pour relancer l'économie nationale, le gouvernement congolais a choisi de promouvoir une politique volontariste de développement industriel en vue de valoriser les ressources naturelles et de lutter contre le chômage et la précarité à travers le pays.

L'AZES, dans ses missions régaliennes d'administrer, de réguler, de contrôler et de faire le suivi des activités ayant trait à l'aménagement et gestion des ZES en RDC, a lancé, depuis quelque temps, l'opération de sensibilisation sur les zones économiques spéciales. C'est dans ce cadre qu'une matinée de sensibilisation et d'échanges a été organisée au siège de la FEC, à Kinshasa/Gombe, pour motiver les opérateurs économiques à adhérer à la politique de développement des ZES.

D'entrée de jeu, le chargé de mission de l'AZES, Auguy Bolanda, a fait un aperçu détaillé de son agence, l'AZES. Dans son mot introductif, il a parlé du contexte

et des objectifs des ZES, de sa définition, de ses constituants, du cadre juridique et institutionnel, de la procédure de création d'une ZES, des avantages fiscaux, para-fiscaux et douaniers accordables aux ZES. Il a par la même occasion fait un état des lieux du processus de la création de ZES à ce jour.

A ce jour « à part la ZES pilote de Maluku, le Gouvernement s'emploie à mettre en place les projets de ZES dans les provinces du Haut Katanga et du Lualaba pour y développer des ZES orientées vers la transformation locale des savoirs ».

Il sied d'indiquer aussi que « le Gouvernement a prévu, dans le cadre de sa politique industrielle de créer de ZES dans différents territoires en tenant compte des avantages compétitifs de chaque partie du territoire national, le PDI prévoit 1.973.000.000 USD pour créer les ZES ».

Il a fait savoir que « l'initiative de création des ZES ne relève pas uniquement des autorités gouvernementales. Le secteur privé est aussi appelé à s'organiser pour créer des ZES qui vont bénéficier des mêmes avantages prévus par la loi ».



Actuellement, plusieurs projets des ZES sont promus par les privés et sont en cours de réalisation dans plusieurs autres provinces en dehors de Kinshasa. Il y a notamment, - la ZES de Kiswishi (Haut Katanga), ZES privée aménagée par la Société GENILAND; et la ZES de Miluna (Sud ubangi), ZES privée aménagée par la Société MILUNA .

Pour amorcer le processus de mise en place des ZES, le Gouvernement a créé la ZES Pilote de Maluku, par Décret n°12/021 du 16 juillet 2012, pour promouvoir le développement économique de la ville de Kinshasa, et, à plus grande échelle, servir de modèle pour l'aménagement des autres ZES à travers le pays.

Cette ZES de Maluku vise à promouvoir les activités économiques dans les secteurs de l'agro-industrie, des matériaux de construction, des produits pharmaceutiques, d'emballages et de services.

AVANTAGES FISCAUX, PARAFISCAUX & DOUANIERS ACCORDÉS AUX ZES

Les opérateurs intéressés de développer des ZES en RDC son assurés d'être soumis à un régime spécial qui leur permettra de profiter de plusieurs avantages notamment, l'exonération totale pour les impôts et les droits de douane, la suspension de la TVA à l'importation et à l'exportation et la réduction de taux pour les recettes non fiscales.

Il faut retenir que pour les aménageurs, la durée d'exonération totale est de 10 ans, renouvelable une fois. Pour les entreprises, cette durée est de cinq ans, renouvelable une fois, après évaluation.

«Après les deux échelons d'exonération totale, soit après 20 ans pour les aménageurs et 10 ans pour les entreprises, un taux réduit de 50% est applicables», a fait savoir le chargé de mission de l'AZES, Auguy Bolanda.

Etant donné qu'un secteur privé dynamique est un puissant moteur de création de richesses, il faut noter que parmi les objectifs de création de ZES, il y a aussi la redynamisation de ce secteur. En effet, la législation congolaise favorise la création de ZES soit en partenariat avec l'Etat, soit sous la conduite de l'initiative privée.

L'Etat a doté le pays d'un cadre réglementaire attractif sur les ZES en se basant sur les bonnes pratiques internationales en la matière.

Après son exposé, le chargé de mission de l'AZES a répondu aux questions de l'assistance lui réservées pour éclairer sur certains points soulevés.

«La balle est donc dans le camp des membres de la FEC pour développer des ZES afin de contribuer à l'essor économique du pays ». C'est par ces mots du chargé de mission, que s'est clôturée la cérémonie.

Pétrole : l'Italien ENI et le Français TotalEnergies convoitent les blocs 1 et 2 du lac Albert

Le gouvernement congolais tente le tout pour le tout afin de se débarrasser des zones les plus prospectives de son domaine pétrolier. Celui-ci propose par appel d'offres les blocs 1 et 2, opérés pendant une dizaine d'années par Caprikat et Foxwhelp, deux firmes de l'homme d'affaires israélien Dan Gertler.

Lancé le jeudi 28 juillet 2022, après plusieurs reports, l'appel d'offres de la RDC proposant de nouveaux blocs a inclus quelques surprises de dernière minute. Les permis

les plus convoités du pays, le 1 et le 2 situés dans la province de l'Ituri, seront également à prendre.

Initialement, ces zones ne faisaient pas partie des plans de promotion du ministère des Hydrocarbures. De 2010 à 2021, les permis 1 et 2 étaient opérés par les firmes Caprikat et Foxwhelp de l'homme d'affaires israélien Dan Gertler. Cependant, la dernière extension de deux ans a expiré en juin 2021 et le gouvernement du Président Félix Tshisekedi n'a pas souhaité la renouveler, faute de

travaux significatifs sur une décennie d'exploration.

Depuis lors, l'administration congolaise a menacé Gertler d'arbitrage, avant qu'un compromis ne soit trouvé et que toutes les données de blocs 1 et 2 ne soient finalement rendues au ministère des Hydrocarbures.

DES CENTAINES DE MILLIONS À LA CLÉ

L'Etat congolais compte cependant rembourser à Gertler une partie des coûts déboursés par Caprikat et Foxwhelp, estimés à quelque

131 millions d'euros. Il entend le faire grâce aux futures entrées financières espérées par le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu. Ce dernier attend un bonus de signature de plusieurs centaines de millions de dollars US pour les seuls blocs 1 et 2 alors que, pour les autres champs proposés, l'Etat congolais réclame moins de 5 millions de dollars US.

L'Italien ENI et le Français TotalEnergies visent depuis longtemps les permis 1 et 2, situés à proximité imminente des découvertes ougandaises du lac Albert.

TotalEnergies et le Chinois Cnooc développent actuellement ces gisements ougandais permettant de produire plus de 200.000 barils par jour via un oléoduc vers le port tanzanien de Tanga. Le brut devrait couler d'ici à 2025.

Depuis le 28 juillet 2022, la RDC propose 27 permis pétroliers, à savoir dans le bassin côtier (3), la Cuvette centrale (9), Graben Tanganyika (11) et Graben Albertine (4 dont le 1 et le 2), à quoi s'ajoutent trois blocs de gaz dans le lac Kivu.

AVEC AFRIQUE INTELLIGENCE

Communiqué conjoint des organisations de la Société civile en marge de la visite du secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken

Des Organisations de la Société civile (Maisons de presse et ONGs) de la République Démocratique du Congo (RDC), signataires de la présente déclaration, saluent l'arrivée du secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, en RDC pour une visite officielle du 09 au 10 août 2022 et, à cet effet, font la déclaration suivante :

1. Elles encouragent le gouvernement à prendre des dispositions nécessaires pour assurer l'application de la loi de programmation budgétaire pour les Forces de défense et sécurité et ainsi de financer l'achat des équipements militaires modernes, la construction d'infrastructures appropriées et des casernements et améliorer les conditions socioprofessionnelles des hommes des troupes et leurs dépendants ;

2. Elles encouragent les Forces Armées de la RDC (FARDC), qui se battent aux fronts de l'Est du pays contre des groupes armés, entretenus par des pays voisins connus dont le mouvement terroriste M23-RDF et leur souhaitent protection divine et succès pour que la cité de Bunagana et d'autres localités tombées sous contrôle des terroristes reviennent urgemment sous l'autorité de l'Etat ;

3. Elles saluent la publication du Rapport des Nations Unies dénonçant l'intervention du gouvernement rwandais et de son armée

sous couvert du mouvement terroriste M23 défilé en 2013. Elles demandent au Gouvernement américain de sanctionner tous les responsables rwandais, autorités civiles et militaires, pour violation des frontières congolaises, tueries, vols et pillages des ressources naturelles. Elles demandent au Gouvernement américain de se désolidariser avec le régime dictatorial et sanguinaire rwandais, d'imposer un embargo sur l'achat d'armes contre le régime génocidaire et terroriste de Kigali et d'autres pays voisins qui entretiennent les groupes armés en RDC, la suspension des aides ou subventions financières américaines et de toute coopération avec le Rwanda et les pays déstabilisateurs de la RDC ainsi que l'implication américaine auprès de l'ONU pour le retrait des casques bleus rwandais de toutes les opérations de maintien de la paix sous la bannière des Nations Unies comme l'a demandé le Congrès américain au mois de juillet. Elles attendent du Gouvernement américain le soutien à la démarche de

la RDC tendant à obtenir la levée totale et sans condition de l'embargo sur l'achat des armes lourdes, qui frappe injustement la RDC alors que certains Etats voisins qui entretiennent l'insécurité à l'Est s'en procurent facilement et approvisionnent des mouvements terroristes afin de tuer des paisibles citoyens congolais et piller les ressources naturelles de ce pays ;

4. Elles attendent du gouvernement américain des actions concrètes en faveur de la RDC et sa population dans le cadre du Partenariat Privilegié pour la Paix et le Progrès voulu par les deux pays ; En effet, les observations suivantes devraient pousser les Etats Unis d'Amérique, porteur de valeurs humaines, à s'impliquer de manière significative dans le rétablissement de la stabilité de la RDC, sous toutes ses formes ;

5. Elles attendent que le gouvernement américain incite les entreprises américaines (Tesla, General Motors, Microsoft, etc.), intéressées par le cobalt, le coltan, la cassitérite, le manganèse, le cuivre, le bois, le pétrole et d'autres ressources naturelles à venir directement négocier avec le gouvernement congolais, s'installer dans les provinces du Kivu ou du Katanga afin de se ravitailler à la source auprès des entrepri-

ses congolaises en créant la valeur ajoutée avant leur exportation au lieu de s'installer dans les pays voisins et encourager à distance l'insécurité et le pillage ; nous réaffirmons que notre position à cheval sur l'équateur et notre hydrographie sont des atouts à exploiter conjointement par les entreprises américaines et congolaises dans le cadre des énergies vertes et renouvelables en protégeant la planète contre le réchauffement climatique ;

6. S'agissant de l'exploitation du pétrole et du gaz, nos organisations saluent l'initiative du gouvernement congolais de lancer les appels d'offres publics afin d'exploiter ces ressources naturelles comme le font certains pays voisins ; et elles l'encouragent à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour que cette exploitation se fasse dans le respect des lois du pays, notamment en protégeant l'environnement (forêt équatoriale, tourbière) et la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) mais aussi dans l'intérêt des populations riveraines en particulier et de la RDC en général, en les raffinant sur place pour taire bénéficier au peuple congolais toutes les retombées positives. Nos organisations demandent au gouverne-

ment américain de soutenir cette initiative d'autant plus qu'il le fait avec les exploitants privés pétroliers du Texas et elles exhortent le gouvernement congolais à garantir la transparence, la bonne gouvernance et la collaboration avec la Société Civile dans tout le processus de prospection, exploitation et la commercialisation de ces ressources naturelles ;

7. Elles encouragent le parlement. le gouvernement et la Commission Electorale Indépendante (CENI) à l'organisation des élections démocratiques, libres, transparentes, inclusives à tous les niveaux, dans les délais légaux, tout en indiquant qu'elles seront très attentives au vote électronique introduit dans la nouvelle loi électorale ; par ailleurs, elles attendent du Gouvernement américain la clarification de la nature de son accompagnement pour l'aboutissement harmonieux du processus électoral en RDC, dans le respect de la souveraineté nationale et du principe de non-ingérence en sachant que la priorité du peuple congolais c'est respect de son droit à la paix et à sécurité, ainsi que la fin du pillage et du génocide des congolais qui n'ont fait que duré.

Kinshasa, le 09 août 2022

A. Pour tout contact médias :

1. Paul SAMPU, Ligue des Electeurs, Le. +243 818988261
2. Me Georges KAPIAMBA, ACAJ. +243814043641
3. Me Jean Claude KATENDE, ASADHO. +243 811729908
4. Me Timothée MBUYA. JUSTICIA Asbl, +243994075131
5. Me Ely KAYEMBE MULAYA. ONG AJDDH, +243971434546
6. M. Franck FWAMBA, TOUCHE PAS A MON COBALT. +243810348785
7. M. Jean Chrysostome KIJANA, NDSCI, +243998893542
8. M. KALONDA MWELA-MEJI Kaly, +243978941297
9. M. NGOY MUTAMBA Christopher, SOCIETE CIVILE DE LA RDC, +243820131504
10. Me Patient BASHOMBE. DYCOD, +243812929999
11. M. Jonas TSHOMBELA, NOUVELLE SOCIETE CIVILE. +243999999519
12. M. Philip MULENGA, Partageons le pain, +243998261732
13. M. Carbone BENI, ICONIA, +243840701135
14. M. BALEMBA MWEZE Karl. +243990329555

B. POUR LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

1. Cadre de Concertation du Haut Katanga
2. Cadre de Concertation du Lualaba
3. Tournons la Page IRDC
4. Réseau des Informateurs - Influenceurs
5. AJDDH (Actions pour la Justice, le Développement et les Droits Humains)
6. AAST (Action d'aides aux Survivants de la Torture)
7. ACAJ (Association Congolaise pour l'Accès à la Justice)
8. ACIDH (Action Contre l'Impunité pour les Droits de l'Homme)
9. ADID (Actions pour le Développement Intégral et Durable)
10. AFDI (Association des Femmes pour le Développement Intégral)
11. ADH (Association pour les Droits Humanitaires)
12. AIDEF (Association Internationale pour les Droits de l'Enfant et de la Femme)
13. AMA (Afia Mama)
14. ARD (Actions Rapides pour le Développement)
15. ASADHO (Association Africaine de défense des Droits de l'Homme, Section du Haut Katanga)
16. ASDEF (Association pour la Santé et Développement de l'Enfant et la Femme)
17. CEIPDHO (Centre International de Promotion de Développement et des Droits de l'Homme)
18. CDHD (Centre de défense des Droits de l'Homme et Démocratie)
19. COSCET (Comité de Suivi pour la Contribution des Communautés et Eglises à la Transformation Humaine)
20. CONGO NOUVEAU (Média)
21. GD (Génération Déterminée)
22. ANVE (Groupe d'Actions Non-violence Evangélique)
23. Groupe de Presse ECONews (Média)
24. Groupe de Presse LE SOCLE
25. HE (Héritiers d'Afrique)
26. JUSTICIA Asbl
27. LAVOS (La Voix du Savoïr)
28. LEADER (Média)
29. LE PROFIL MAGAZINE (Media)
30. LIC/RDC (Ligue Internationale des Conseillers)
31. LICOCO (Ligue Congolaise contre la Corruption)
32. LICOF (Ligue contre la Fraude et la Corruption)
33. Ligue des Electeurs
34. UDDM (Ligue des Défenseurs des Droits des Malades)
35. LINAPEDHO/Kilwa
36. MAX IMPACT
37. MDR (Mouvement pour les Droits de l'homme et Réconciliation)
38. NDSCI (Nouvelle Dynamique de la Société Civile en RDC)
39. NDS (Nouvelle Dynamique Syndicale)
40. OPF (Organisation pour la Promotion de la Femme)
41. OBEAC (Organisation pour le Bien-être des Albinos au Congo)
42. PADHOLIK (Plateforme des Organisations des Droits de l'Homme de Likasi)
43. PANTHEON MAGAZINE (Media)
44. PRESS-CLUB RDC (Media)
45. PSF (Psychologues Sans Frontières)
46. RCEN (Réseau des Communicateurs pour t'Environnement)
47. REFEDECO (Regroupement des Femmes pour le Développement Communautaire)
48. RND Asbl (Ressources Naturelles pour le Développement)
49. TOUCHE PAS A MON COBALT
50. TOUS POUR LA RDC
51. Union des Ecologistes Forestiers (UNEF)
52. Tournons la Page/RDC (TLP/RDC)
53. TUJITEKEMEYE Asbl
54. Regroupement des Femmes pour le Développement Communautaire (REFEDECO)
55. Engagement Citoyen pour le Changement (ECCHA)
56. Coalition pour la Sauvegarde des Droits Humains (CSDH)
57. Initiative pour la Bonne Gouvernance et les droits humains
58. Ligue Nationale Paysanne des droits humains/UNAPEDO/Lualaba
59. Youth and Social Development

Santé : le premier vice-président du Sénat s'engage à plaider pour la cause des médecins grévistes

Douze jours viennent de s'écouler depuis que les médecins de la ville de Kinshasa membres du Syndicat national des médecins (Synamed), en grève sèche depuis le 6 juillet 2022, ont été appelés à se conformer au mot d'ordre « hôpitaux sans médecins » lancé le 1^{er} août 2022. En attendant le respect, par le gouvernement, de l'accord du 3 août 2021, aucun médecin de Kinshasa membre du Synamed ne peut donc prester dans un hôpital ou centre hospitalier de l'Etat. A l'Etat-employeur qui semble faire de cette situation le souci de ses cadets de se ressaisir en réfléchissant sur un compromis qui épargnerait les patients internés dans ses établissements sanitaires. S'étant désolidarisés de leurs confrères du Synamed, les médecins membres du Symeco (Syndicat des médecins du Congo) et ceux du Sylimed (Syndicat libre des médecins) doivent donc prendre le relai.

VÉRON KONGO

C'est certainement face à la lassitude du gouvernement que les médecins de la ville de Kinshasa membres du Synamed se sont résolus de toquer aux portes de certaines institutions publiques du pays pour faire entendre leurs voix.

La délégation de cette organisation syndicale pour la ville de Kinshasa, conduite par son secrétaire exécutif provincial, Dr John Senga, a rencontré, mardi 9 août 2022, M. Eddy Mundela Kanku, premier vice-président de la Chambre haute du Parlement, pour présenter les do-

lécances des médecins et obtenir son implication dans le dénouement de la crise relative à la grève déclenchée depuis le 6 juillet dernier dans les hôpitaux publics.

« Nous sommes venus lui présenter nos doléances et, en tant qu'élu des élus, il doit nous aider à trouver la solution auprès de l'exécutif national afin que la population soit prise en charge par les médecins », s'est justifié Dr John Senga.

En réponse à cette sollicitation, le premier vice-président du Sénat a exprimé son ferme engagement à approcher l'exécutif national en toute urgence pour trouver



Eddy Mundela Kanku, premier vice-président de la Chambre haute du Parlement

une solution à cette situation.

PHASE PRÉJUDICIABLE

La phase de la radicalisation de la grève des médecins de Kinshasa membres du Synamed dénommée « hôpitaux sans médecins » préjudicie aussi bien les patients internés dans des établissements sanitaires publics que l'ensemble de la popula-

tion kinoise. En l'absence de médecins, les uns et les autres, ne sachant à quel saint se vouer, se disent abandonnés à leur triste sort.

Dans l'espoir de l'aboutissement heureux de la démarche que compte entreprendre le premier vice-président du Sénat, il y a toutefois lieu de rappeler les revendications des médecins

portant sur la mise sous-statut de dix mille médecins non mécanisés, l'alignement de plus de six mille d'entre eux non bénéficiaires de la prime de risque professionnel au nombre desquels près de 1700 médecins devant se retrouver dans le fichier Bibwa ne sont toujours pas pris en compte de l'indemnité de transport et de logement.

Fin du moratoire accordé aux conducteurs de motos-taxis à Kinshasa : le général Kasongo annonce une « grande opération » de contrôle

VÉRON K.

Au cours d'une réunion qu'il a présidée à l'attention des responsables des associations et des conducteurs de motos-taxis de sa juridiction, le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a annoncé de nouvelles mesures pour réglementer ce secteur de transport. Notamment, l'obligation d'avoir une plaque d'immatriculation pour une meilleure identification du conducteur de la moto, le port obligatoire de casques tant pour le conducteur que les passagers, l'interdiction pour les motos de circuler dans la commune de la Gombe. Il est également recommandé aux vendeurs de motos de les livrer désormais avec une plaque d'immatriculation.

Le moratoire de vingt jours accordé aux motocyclistes pour se conformer à ces mesures ayant pris fin mercredi 10 août 2022, le commissaire provincial de la police pour la ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo a annoncé « une grande opé-



ration » de contrôle visant à arrêter tout moto-taxi ou toute moto personnelle non identifiée qui circulerait sur la chaussée.

DE LA RIGUEUR DANS LE CONTRÔLE

D'après le général Sylvano Kasongo, la Police de-

vaît être déployée, depuis hier jeudi 11 août 2022 à travers la ville pour traquer les contrevenants. Et avant de récupérer une moto confisquée, on sera d'abord contraint de commander la plaque d'immatriculation et soumis son conducteur au paiement des pénalités.

Par rapport à cette annonce du commissaire de la Police pour la ville de Kinshasa, un tour effectué, hier jeudi 11 août 2022 dans certains coins de la ville nous a permis de constater que les motocyclistes semblent s'accommoder des mesures de l'autorité urbaine. Nous avons aperçu

quelques motos et leurs conducteurs portant des casques sans cependant en prévoir pour les passagers.

Interrogés sur l'application de ces mesures, des motocyclistes sollicitent le report d'une semaine et trouvent exorbitant le montant de 50 dollars US leur exigé pour l'achat d'une plaque d'immatriculation. D'autres décident carrément de s'en passer.

La réussite de la « grande opération » de contrôle que vient d'annoncer le général Sylvano Kasongo dépendra de la rigueur à mettre dans son application. Suite à l'image quelque peu décevante que présente certains services publics, il devra procéder à un choix judicieux des collaborateurs à affecter dans l'opération de contrôle.

Pour espérer réussir sa « grande opération », le commissaire de la police pour la ville de Kinshasa doit aussi faire le suivi en décidant d'abandonner son bureau climatisé de l'avenue de La Libération (ex-24 Novembre) pour se retrouver sur le terrain.

Élections de 2023 : les Congolais ne se font pas trop d'illusions

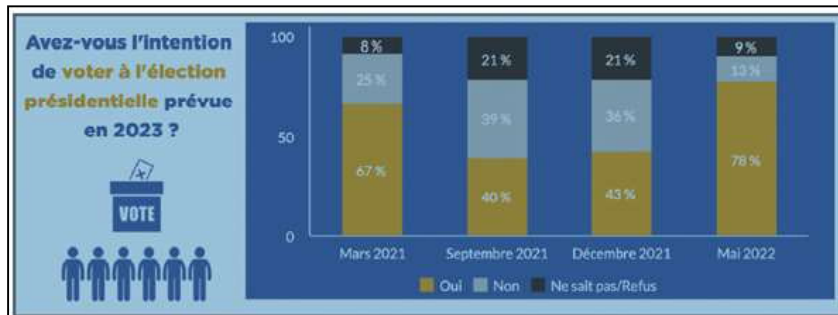
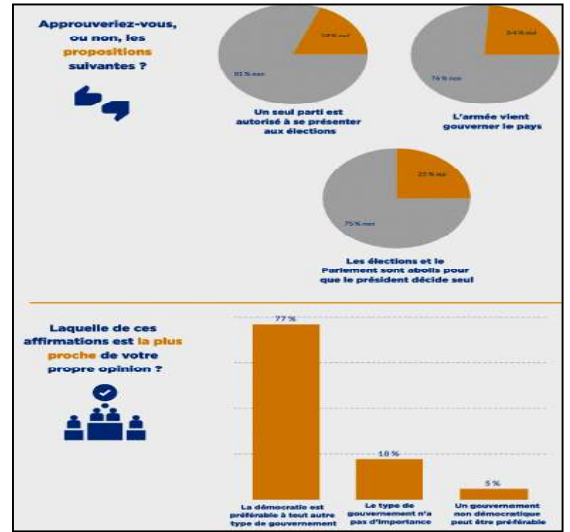
Dans un sondage réalisé entre avril et mai 2022, les Congolais livrent leur regard sur le pays. En attendant la publication du rapport, cette deuxième note thématique revient spécifiquement sur leur perception du processus électoral en cours.

C'est sans doute l'un des principaux enseignements de ce nouveau sondage. Les Congolais tiennent à avoir voix au chapitre électoral. Ils sont de nouveau plus nombreux à manifester leur intention de voter. Plus de 78 % des Congolais sondés affirment désormais qu'ils iront voter à la prochaine présidentielle. En décembre 2021, seuls quelque 43 % des répondants indiquaient qu'ils iraient glisser leur bulletin de vote dans l'urne.

Le sode de la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi sur la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). À l'aube de l'examen de cette initiative législative, son auteur, Christophe Lutundula, a été nommé vice-Premier ministre chargé des affaires étrangères. Entre-temps, des tractions politiques ont vidé le texte de toute sa substance. Presque tous les ajustements courageux repris dans la version initiale, déposée le 8 août 2019, ont été abandonnés : plus question d'une composition équilibrée à la Ceni ni de l'équilibre des pouvoirs entre la plénière et le bureau de

tient par exemple le seuil de représentativité, coiffé d'un nouveau seuil de recevabilité au prorata de 60 % des sièges en compétition, alors que 54,5 % des Congolais sondés jugeaient « prioritaire » que le Parlement supprime ce dispositif pour permettre aux petits partis et aux candidats indépendants d'être représentés et, éventuellement, d'entrer au gouvernement.

Les parlementaires ont par ailleurs décidé de maintenir dans la loi la possibilité d'aligner des suppléants issus de la même famille biologique que le candidat titulaire, voire de présenter des candidatures multiples. Pourtant, 53 % des personnes interrogées souhaitaient que ces dispositifs soient supprimés. C'est aussi le cas de l'institution d'un système transparent de gestion des



C'est d'ailleurs intéressant de relever ici la désapprobation des Congolais de toute proposition qui éloignerait le pays du système démocratique. Plus de 80 % des sondés rejettent ainsi l'idée d'avoir un seul parti politique autorisé à se présenter aux élections et à exercer des fonctions. Dans la même optique, l'hypothèse de voir l'armée gouverner le pays ne convainc pas grand monde (24 %).

Il en est de même d'une éventuelle suppression du Parlement et des élections pour permettre au président de la République de tout décider (25 %). Pour 77 % des Congolais interrogés, la démocratie est préférable à tout autre type de système politique.

DES SIGNAUX NON RASSURANTS

Quant à la crédibilité du processus électoral en cours et à la transparence des élections à venir, les Congolais ne se font pas pour autant des illusions. Il faut dire que les premiers signaux envoyés par le pouvoir n'ont pas été de nature à rassurer.

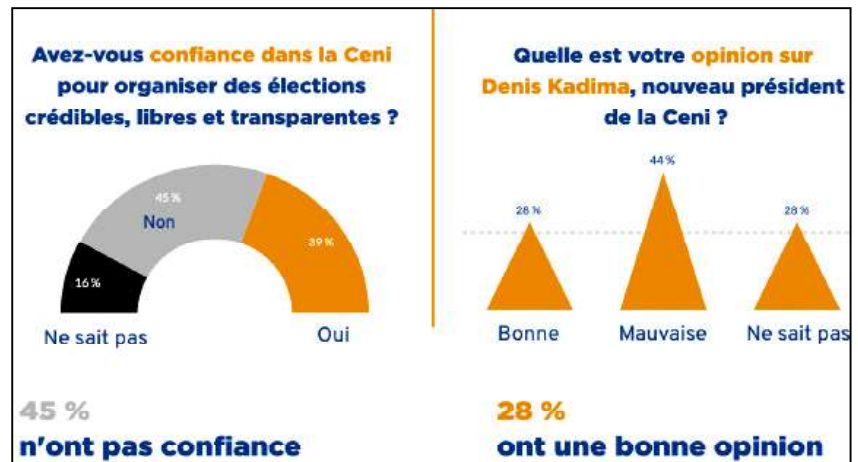
Il y a eu d'abord l'épi-

cette commission électorale; exit l'idée d'instaurer une commission permanente d'évaluation et de contrôle (Copec). Même la nomination de nouveaux animateurs de la Ceni a manqué de transparence de bout à l'autre du processus : de la phase de désignation par les composantes à l'entérinement par l'Assemblée nationale, en passant par plusieurs irrégularités ayant entourées la mise en place de la commission spéciale de la chambre basse, chargée d'examiner les candidatures proposées par les différentes parties prenantes.

Ensuite, plus tard, au cours de la session de mars 2022, le 14 avril, la proposition modifiant et complétant la loi électorale suivra la même trajectoire de la controverse. Adopté sans débat article par article, le texte aura été préalablement amputé de toutes ses propositions tendant à garantir notamment la transparence et la traçabilité des résultats électoraux.

Au regard des résultats de ce sondage, cette nouvelle loi électorale, promulguée le 29 juin, va à contre-courant de l'opinion publique. Elle main-

résultats de vote et de l'obligation de publier les résultats des élections bureau de vote par bureau de vote, options souhaitées par 68 % des Congolais mais finalement rejetées par le Parlement.



Élus et opinion publique se retrouvent néanmoins sur le terrain du vote électronique, maintenu dans la législation électorale. Son interdiction est jugée non prioritaire par plus de 70 % des sondés.

Aussi les Congolais in-

terrogés sont-ils très partagés sur la proposition d'obliger que la moitié des candidats aux élections soient des femmes : 47,7 % sont pour et 46,6 % contre.

L'idée de propulser des femmes aux postes de responsabilité politique fait toutefois son chemin. Il n'y a que quelque 17 % des Congolais sondés qui demeurent « fortement opposés » à voir une femme devenir présidente de la République. Et 22 % ne souhaitent pas voir une femme diriger une province. Ce qui confirme la tendance observée lors de dernières élections des gouverneurs dans 14 provinces au mois d'avril 2022. Pour la première fois, des femmes ont été élues à la tête des exécutifs provinciaux.

commission électorale, n'aspire, lui, confiance qu'à 28 % des personnes interrogées. Cet expert électoral de renom – il a notamment travaillé avec les Nations unies dans le cadre des consultations référendaires au Soudan du Sud – est soupçonné par ses détracteurs d'être proche du président Félix

Tshisekedi, originaire du Kasai comme lui. Des accusations que l'entourage de l'intéressé a toujours rejetées. Toujours est-il que le nouveau président de la Ceni suscite la confiance chez 54,4 % des personnes interrogées dans l'espace kasaien : 84 % de bonnes opinions au Kasai Central, 72,2 % au Kasai Oriental, 37,7 % à Lomami et 34,8 % au Sankuru. Malgré tout, 53 %

De ce qui précède, il n'est donc pas surprenant que seuls 39 % des Congolais sondés affirment avoir confiance à la Ceni pour organiser des scrutins crédibles, libres et transparents. Denis Kadima, le nouveau président de la

des sondés considèrent qu'il n'est pas prioritaire d'exiger une certification des résultats par la Monusco, comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire en 2010.

(Suite à la page 9)

Élections de 2023 : les Congolais ne se font pas trop d'illusions

(Suite de la page 9)

LA DÉFIANCE PERSISTE

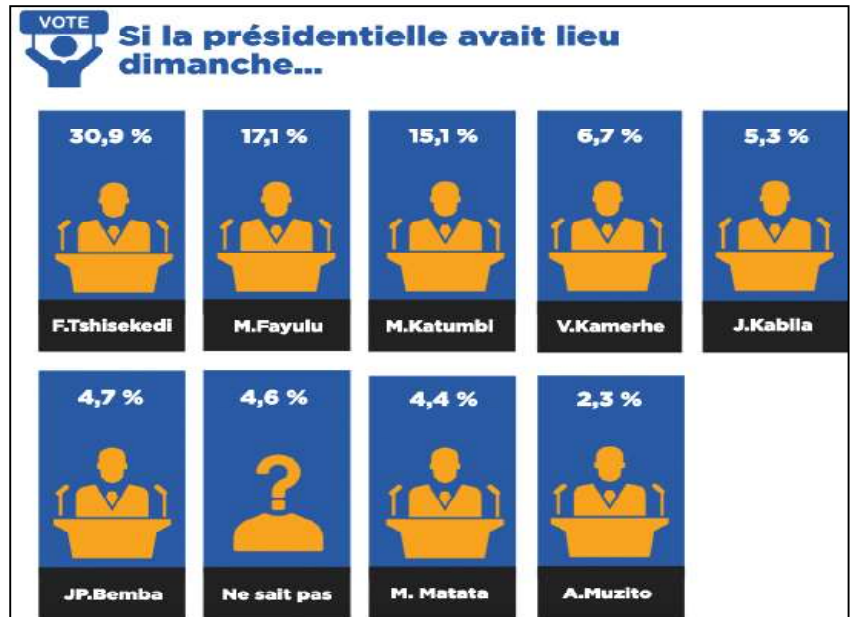
La Ceni ne serait toutefois pas le principal obstacle à l'organisation d'élections crédibles dans le pays. Selon les Congolais sondés, les menaces à la transparence de prochains scrutins viennent d'ailleurs. Pour près de 49 % des personnes interrogées par exemple, ce sont des politiques qui vont « saper les élections », peu importe la direction mise en place à la commission électorale. Autre menace au processus électoral crédible : l'ingérence étrangère, selon 52 % des sondés. Persiste également la défiance de la population envers des politiques : elle ne fait confiance ni à l'Union sacrée de la nation, coalition au pouvoir (49 %) ni à l'opposition (48 %) pour être actrice d'un processus électoral transparent et juste.

D'autres éléments de la réforme électorale ont été reportés puisque touchant à la Constitution. Celle-ci ne peut être modifiée en cette période

serait très difficile d'organiser les élections locales bien que prévues dans sa feuille de route du 3 février 2022. Lors de trois cycles électoraux précédents, ces scrutins n'avaient pas pu non plus être tenus. Ils impliquent d'élire un nombre vertigineux d'élus locaux : 11 735 pour tous les conseils délibérants des entités territoriales décentralisées dont la viabilisation serait budgétairement difficile. Malgré cette contrainte, pas question de s'en passer. Plus de 63 % des Congolais interrogés ne voudraient pas que ces élections locales soient supprimées.

LE PORTRAIT-ROBOT DU CANDIDAT IDÉAL

À moins de vingt mois des prochaines échéances électorales, les Congolais dressent déjà le portrait-robot du candidat idéal. Pour plus de 66 % des sondés, ce dernier doit avoir, avant tout, un niveau d'études universitaires ainsi qu'un programme et une vision politique pour transformer le pays (60 %). Aussi



manifeste demain dans les urnes, ce serait un démenti flagrant à l'hypothèse selon laquelle les Congolais votent essentiellement en fonction

de la polémique autour de la légitimité, voire de la légalité, du président de la République à rester en fonction. L'opposition et certaines organisations de la société civile appelaient même à une « transition sans Kabila ». Ce que le pouvoir de l'époque avait refusé, soutenant que le chef de l'Etat devait rester en fonction jusqu'à l'installation de nouvelles institutions issues des élections.

Encore faut-il que les élections générales se déroulent dans les délais constitutionnels.

Dans sa feuille de route, la Ceni a indiqué des contraintes d'ordre financier, technique, sécuritaire, logistique, sanitaire et législatif pouvant justifier un éventuel report de ces scrutins prévus fin 2023. Que devrait-il alors se passer si ce rendez-vous n'était pas tenu ?

Beaucoup se souviennent encore du glissement du calendrier électoral de 2016 et

de la polémique autour de la légitimité, voire de la légalité, du président de la République à rester en fonction. L'opposition et certaines organisations de la société civile appelaient même à une « transition sans Kabila ». Ce que le pouvoir de l'époque avait refusé, soutenant que le chef de l'Etat devait rester en fonction jusqu'à l'installation de nouvelles institutions issues des élections.

Chemine-t-on vers le même scénario d'ici fin 2023 ? Pas du tout pour plus de la moitié des Congolais sondés (50,6 %) qui estiment qu'il n'y aura pas un nouveau glissement du calendrier électoral. Et si malgré tout, il y a tout de même report des scrutins, ils sont plus de 60 % à considérer que le président Tshisekedi ne devrait pas démissionner.

D'ailleurs, 54 % affirment qu'ils n'iront pas manifester si les élections ne se tiennent pas dans les délais constitutionnels. En tenant compte de tous ces éléments, Tshisekedi pourrait-il alors suivre le schéma de son prédécesseur, en convoquant un dialogue politique pour une cogestion de la période transitoire ? Trop tôt sans doute pour le prédire.

Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un centre de recherche indépendant basé au Center on International Cooperation de l'Université de New York. Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.



d'état de siège dans une partie du territoire national. Il en est ainsi par exemple de la proposition de revenir à deux tours pour la présidentielle à laquelle les Congolais interrogés sont « favorables » à 55,5 %. Ils sont également pour l'instauration du suffrage universel direct pour les élections des sénateurs et des gouverneurs de province (59,5 %).

Conservateurs, les Congolais interrogés se montrent en revanche davantage opposés à certaines idées de rupture avec le système institutionnel actuel. Ils sont 66 % des répondants par exemple à se montrer défavorables à la suppression du Sénat, chambre haute du Parlement souvent qualifiée de budgétivore et d'inutile par ses détracteurs. L'idée de supprimer les élections provinciales ne passe pas non plus : près de 69 % des sondés y sont opposés. De la même manière, moins de 30 % des sondés se disent favorables à la suppression des assemblées provinciales.

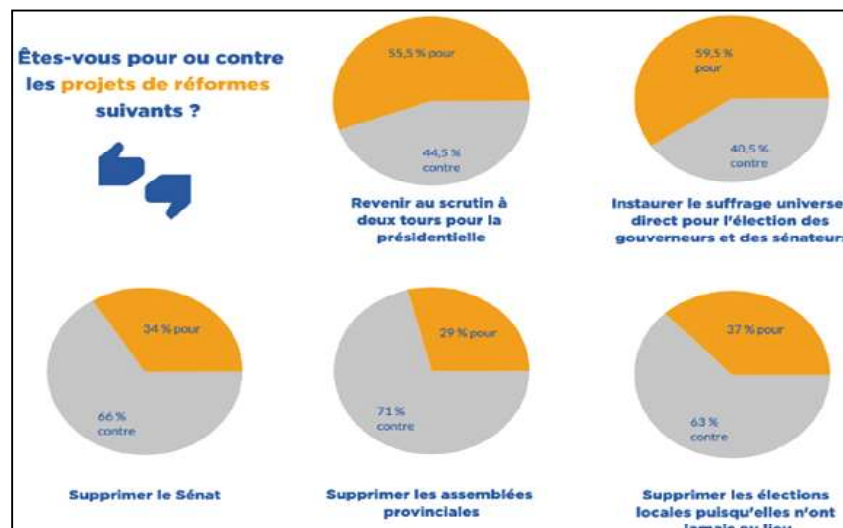
La Ceni a prévenu qu'il

doit-il avoir une expérience politique (58 %), être patriote (49 %), faire montre d'un certain charisme (46 %) et ne pas être corrompu (34 %) et ne pas être corrompu (34 %). Ils renvoient ainsi au second rang les critères de choix basés sur la proximité tribale, ethnique, voire religieuse.

Si cette considération se

des éléments clientélistes liés à la tribu et jamais sur base d'un projet de société présenté.

Et si la présidentielle a lieu dimanche, aucun candidat potentiel n'obtiendra la majorité absolue des voix. Les résultats de ce sondage laissent ainsi entrevoir l'import-



Faute de gaz, l'Europe se rue sur le charbon : l'Accord de Paris au point mort

Pour contourner le gaz russe qui se fait de plus en plus rare, l'Union européenne envisage sans tabou le retour au charbon, cette source de production d'électricité la plus émettrice de gaz à effets de serre, l'ennemi public n° 1 pour le climat. Pour leur survie, les Européens ont donc décidé de mettre une croix à l'Accord de Paris sur le climat. « Les choses ont changé. Je veux dire, l'histoire a pris un virage très serré il y a une semaine, et nous devons accepter ce changement historique », avait informé en mars dernier Frans Timmermans, le président de la Commission européenne, tout en précisant l'obligation de respecter les objectifs d'émissions de l'UE, consistant à consommer, d'ici 2030, 55 % de charbon en moins qu'en 1990.

ÉCONOMIES AVEC LE FIGARO

Craignant une crise énergétique consécutive aux perturbations dans l'approvisionnement du gaz russe, l'Union européenne n'exclut plus la possibilité de réactiver ses centrales à charbon. Qu'importe les dommages collatéraux dans la lutte contre le changement climatique. Pour sa survie, l'UE a donc décidé de mettre une croix sur l'Accord de Paris qui réglemente l'effort mondial dans la lutte contre le changement climatique.

Le prix du charbon flambe alors que l'Union européenne (UE) boycotte son fournisseur russe mais est contrainte de brûler sa source d'énergie la plus polluante. Depuis le mercredi 10 août 2022, l'Union européenne a cessé officiellement d'acheter du charbon russe, en application des sanctions décidées contre Moscou. La décision est lourde: près de la moitié du lignite et de la houille importés par l'UE vient de Russie.

Le combustible le plus polluant, au cœur de la première révolution industrielle et responsable de catastrophes minières, représente environ 11 % de la production d'énergie de l'UE. Avec un poids non négligeable dans certains États. En Pologne, 2 millions de foyers dépendent de la houille pour se chauffer, chacun en brûlant en moyenne trois tonnes par hiver.

Après une hausse de 10 % au premier semestre, «la consommation de charbon devrait augmenter de 7 % sur l'ensemble de l'année dans l'Union européenne», anticipe l'Agence internationale de l'énergie (AIE). De nombreux membres de l'UE prolongent la durée de vie de centrales au charbon qui devaient fermer dans le cadre de la transition climatique ou alors en rouvrent. C'est le cas de l'Allemagne...

L'ALLEMAGNE RETOURNE AU CHARBON, D'AUTRES PAYS VONT-ILS SUIVRE ?

Si Berlin fait marche ar-

rière sur le charbon en annonçant davantage y recourir pour pallier le manque de gaz russe, d'autres pays européens pourraient également retourner vers cette source d'énergie très polluante.

Pour réduire sa dépendance au gaz russe, la France pourrait recourir davantage au charbon, avec la réouverture de la centrale de Saint-Avold.

Pour réduire sa dépendance au gaz russe, la France pourrait recourir davantage au charbon, avec la réouverture de la centrale de Saint-Avold.

Ces dernières années, le charbon semblait être en voie de disparition dans une grande partie du monde, mais il pourrait faire un dernier come-back. L'Allemagne a pris, dimanche 19 juin, des mesures d'urgence pour sécuriser son approvisionnement en énergie face aux baisses récentes de livraison de gaz par le groupe russe Gazprom. Cela implique notamment un recours accru à la plus polluante des énergies, le charbon.

«Pour réduire la consommation de gaz, il faut utiliser moins de gaz pour produire de l'électricité. A la place, les centrales à charbon devront être davantage utilisées», a déclaré ce dimanche le ministre de l'Économie dans un communiqué. Le recours temporaire au charbon marque un virage à 180 degrés pour le gouvernement d'Olaf Scholz

qui, allié des Verts, a promis de sortir du charbon d'ici à 2030 pour lutter contre le changement climatique.

Mais l'environnement semble devoir attendre dans le contexte de la guerre en Ukraine, après que le géant russe a décidé de couper le robinet de gaz. Arguant d'un problème technique, le groupe a réduit de 40 %, puis de 33 % ses envois. Cette décision a eu un lourd impact sur plusieurs pays européens, en particulier l'Allemagne, l'Italie et la France, qui ne reçoit désormais plus de gaz russe.

LE RETOUR DU CHARBON «SANS TABOU» DANS L'UE

La réouverture des centrales à charbon et nucléaires participe au remplacement du gaz russe, confirme Thierry Breton, commissaire européen chargé du Marché intérieur. De son côté, la France semble se préparer à recourir davantage à l'or noir. La centrale à charbon de Saint-Avold, en Moselle, dont la fermeture était prévue fin mars, pourrait reprendre du service à l'hiver prochain, avait indiqué, fin mars, le ministère français de la Transition écologique.

Il faut dire que le charbon représente un substitut pratique à court terme du gaz russe : le brûlage du carbone est moins compliqué que la construction de nouvelles éoliennes et de nouveaux pan-

neaux solaires. «Même en tenant compte du système d'échange d'émissions de l'UE, en vertu duquel les producteurs d'énergie doivent payer pour produire du CO₂, les centrales électriques au charbon sont moins chères que leurs équivalents au gaz», rappelle The Economist.

Mais ce retour au charbon est fustigé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Mardi 14 juin, il a prévenu qu'il était «illusoire» d'investir de l'argent dans le charbon, le pétrole ou le gaz pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine. Il a alerté que l'utilisation massive de charbon ne fera que renforcer le «fléau de la guerre, de la pollution et de la catastrophe climatique».

Déjà avant la guerre en Ukraine, la consommation du charbon était repartie en flèche. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production mondiale d'électricité à partir du charbon a augmenté de 9 % en 2021. «Le charbon joue un rôle systémique dans le modèle électrique mondial. Le prix du gaz ayant connu des hausses extraordinaires en 2021, il est devenu bien plus compétitif dans certaines régions de faire tourner des centrales à charbon plutôt que des centrales à gaz», analysait Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie & climat de l'Ifrri, le 7 février dans L'Express.

Le Maroc, un partenaire stratégique « fiable et influent » au Proche-Orient et en Afrique

Le magazine américain Newsweek a mis en avant l'importance du partenariat stratégique liant les États-Unis au Maroc et son potentiel de croissance prometteur, tout en relevant le rôle du Royaume comme allié «fiable et influent» au Proche-Orient et en Afrique, à la faveur de sa stabilité politique sous le leadership de SM le Roi Mohammed VI et de ses fondements économiques.

«Dans cette nouvelle ère de rivalité accrue entre grandes puissances, d'alliances changeantes et de concurrence mondiale pour les ressources, un pays se distingue comme un partenaire américain fiable et influent à la fois au Moyen-Orient et en Afrique: le Maroc», relève, dans un article d'opinion, publié mercredi, l'ancien journaliste vétérinaire de CNN et actuel stratège senior en communication, Lonzo Cook.

Revenant sur l'évolution de la situation diplomatique au Proche-Orient, le journaliste souligne «le rôle central du Royaume dans la politique américaine de renforcement des liens avec des alliés stratégiques clés» au niveau de la région.

Le magazine américain évoque «un signe visible du rôle croissant et substantiel que le Maroc joue en tant que passerelle entre les États-Unis et le Moyen-Orient (particulièrement en Afrique du Nord), et en tant que porte d'entrée des États-Unis et de l'Europe vers l'Afrique».

Sur le plan économique, l'auteur relève que «la position stratégique du Maroc, à 14 kilomètres seulement de l'Espagne, ainsi que ses excellentes infrastructures de transport, en font une plaque tournante en plein essor pour le commerce Europe-Afrique».

«Contrairement à ses voisins, le Maroc a connu des décen-

nies de stabilité politique. Ses antécédents de croissance économique stable ont créé une classe moyenne en pleine croissance, et le pays a réalisé des avancées constantes des principaux indices de développement social et économique», rappelle le magazine américain, notant que ces fondements économiques et politiques sous-tendent l'émergence du Maroc en tant que «lien stratégique fiable» entre les États-Unis et le Moyen-Orient ainsi que l'ensemble du continent africain.

Évoquant la reprise des liens diplomatiques entre le Maroc et Israël, l'auteur de l'article relève l'évolution de la coopération dans différents domaines entre les deux pays «étroitement alliés» aux États-Unis, faisant observer que «l'influence subtile mais grandissante de la diplomatie marocaine dans la région a été démontrée plus tôt cette année par rap-

port à l'une des lignes de fracture les plus insolubles du Moyen-Orient moderne : les relations israélo-palestiniennes». Le magazine américain souligne que «les diplomates marocains ont tenu des mois de négociations patientes avec toutes les parties prenantes, afin d'obtenir un accord pour l'ouverture élargie du pont Allenby, le passage frontalier crucial entre la Jordanie et Israël», rappelant que SM le Roi Mohammed VI «s'est personnellement impliqué pour contribuer à mener à bien ces pourparlers».

«Que le Maroc soit considéré comme un médiateur honnête par toutes les parties est un reflet du professionnalisme discret de son corps diplomatique ainsi que la crédibilité et le respect que le pays et son Roi ont acquis dans toute la région», ajoute la même source, notant que «ce respect découle

de la longue histoire de tolérance religieuse du Maroc, ainsi que de sa tradition d'engagement constructif à l'étranger avec des gouvernements et des systèmes politiques de courants très différents».

Selon le magazine, «cette combinaison de capacités stratégiques et commerciales fait du Maroc un partenaire de plus en plus important pour les États-Unis et leurs alliés, capable de canaliser et d'amplifier les objectifs politiques américains partagés par le Royaume».

Après avoir rappelé les liens solides et séculaires unissant Rabat et Washington, l'auteur de l'article souligne qu'il appartient aux États-Unis de reconnaître et d'exploiter les formidables opportunités offertes par leur partenariat de longue date » avec le Maroc.

Avec MAP

Coupe de la CAF : Security Systems XI FC jette l'éponge et qualifie Lupopo au second tour

Les Cheminots de Lubumbashi passent au deuxième tour de la Coupe de la CAF (Confédération africaine de football). La nouvelle est tombée quelques jours seulement après le tirage au sort des compétitions africaines. Le club botswanais de Security Systems XI FC a jeté l'éponge pour manque de logistique.

NANA KANKU

Le FC Saint Éloi Lupopo s'est qualifié sur tapis vert au second tour des préliminaires de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), suite au désistement de la formation botswanaise de Security Systems XI FC, a annoncé le club jeudi sur son site Internet.

Selon la source, la décision de ce club d'abdiquer à cette compétition continentale est consécutive à l'insuffisance logistique en termes de manque de moyens financiers nécessaires pour couvrir les dépenses liées à sa participation.

Par ce forfait, Security Systems XI FC laisse ainsi un couloir aux Cheminots de

Lubumbashi d'accéder en 16^{ème} de finale, sans prouver ses biceps sur le terrain.

Ils affronteront les Angolais de Grupo Desportivo Sagrada Esperança. Le match aller est prévu dans la capitale cuprifère de la RDC, Lubumbashi, entre le 7 et le 9 octobre prochain, et le match retour une semaine plus tard, à Luanda, en Angola.

Il faut noter que le FC Saint Éloi Lupopo a lancé récemment, au stade Gaétan Kakudji dans la commune annexe à Lubumbashi, les préparatifs de sa saison sportive 2022-2023. Plusieurs joueurs, sous l'encadrement



Avec Jacques Kyabula aux commandes, Lupopo est en pleine renaissance

de l'entraîneur adjoint, Pierre Samatou, ont répondu à l'appel dès la première séance d'entraînement, axée sur la préparation physique, les passes décisives et la musculature, en présence du président du club, le gouverneur

Jacques Kyabula Katwe.

A cette occasion, Pierre Samatou a invité les joueurs à la régularité aux séances d'entraînement pour bien préparer cette saison sportive afin de participer, tête haute, à la 28^{ème} édi-

tion de la Ligue nationale de football (Linafoot) et la Coupe de la CAF.

Pour rappel, le FC Saint Eloi Lupopo a terminé la dernière saison sportive à la 3^{ème} place du classement définitif de la Linafoot.

Linafoot : le bilan du 27^e championnat qualifié de « négatif », par le président Jean Bosco Mwehu

Le président de la Commission de gestion de la Ligue nationale de football (Linafoot), Jean-Bosco Mwehu Kofela, a qualifié, de « négatif », le bilan du 27^{ème} championnat de la Ligue nationale de football, lors de la réunion d'évaluation de cette compétition, tenue, mercredi, dans la salle de conférence de Fédération congolaise football association (FECOFA).

« La présente édition est la plus mauvaise de toutes les éditions dans les annales du championnat national », a-t-il souligné, précisant que l'arrêt

de ce championnat et sa suspension ont impacté négativement cette édition.

Selon lui, 20 clubs ont participé à la Ligue 1 tandis que 51 autres se sont alignés à la Ligue 2 répartie en trois zones de développement, à savoir la zone ouest avec 17 clubs, 16 pour la zone centre-sud et 18 pour l'ensemble de la zone Est A et B où le championnat ne s'est pas joué.

Le président de la Linafoot estime que le championnat national doit s'organiser dans un format direct à

la Ligue 1 et envisage le même format pour la Ligue 2 à l'avenir. Il préconise même la création d'une Ligue 3 pourvu que le gouvernement continue à aider les clubs qui, du reste, n'y sont pas opposés, mais exigent aussi la sponsoisation de leurs clubs par l'Etat congolais.

L'arbitrage, par ailleurs, a été aussi l'un des soucis majeurs des dirigeants des clubs qui ont requis l'implication de la Commission de gestion de la Linafoot pour l'amélioration de ce corps quand bien même les clubs ont aussi

une certaine responsabilité.

Ils ont également exigé que la publication du classement de la saison 2021-2022 et le calendrier de la 28^{ème} édition au regard de l'agenda de la CAF pour ses compétitions interclubs, afin d'éviter le chevauchement du calendrier et les changements qui pourraient s'en suivre.

En conclusion, les deux parties ont convenu de constituer une commission ad hoc qui pourra rédiger un cahier des charges à déposer au ministère de tutelle.

Avec ACP

La Super League de la CAF désormais effective avec 24 clubs sur la ligne de départ

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé, mercredi, à Arusha, en Tanzanie, au lancement officiel de la nouvelle compétition de la Super League africaine de football, des 24 meilleurs clubs du continent, issus de 16 pays différents, ont rapporté, le même jour, les médias internationaux.

Selon les sources, le lancement de cette nouvelle compétition est intervenue lors de la 44^{ème} Assemblée générale ordinaire (AGO) de la CAF, précisant que cette compétition continentale débutera

à partir du mois d'août 2023 jusqu'à mai 2024.

A en croire la CAF, le lancement de cette compétition augure une nouvelle ère pour le football africain. « La Super League africaine est une des nouveautés les plus importantes dans l'histoire du football africain dont l'objectif visé est de s'assurer que les clubs engagés rivaliseront d'ardeur avec les meilleurs du moment », a déclaré le président de la CAF, Patrice Motsepe, en présence du président de la Fédération internationale de football association (FIFA), Gianni Infantino. 197 matches sont pré-

vus au calendrier de la Super League qui connaîtra la participation des 24 meilleurs clubs du continent, issus de 16 pays différents.

Dans une première phase, ces 24 clubs seront répartis, en trois groupes géographiques composés chacun de 8 équipes. Il sera question de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Centrale et de l'Ouest ainsi que de l'Afrique du Sud et de l'Est.

Durant cette première phase, les 8 clubs de chacun de ces groupes s'opposeront en matches aller-retour et chaque formation disputera donc 14 matchs durant cette pre-

mière phase.

Le tout dernier de la série sera la finale, déjà attendue et présentée comme le Super Bowl de l'Afrique en référence à la finale du championnat de football américain, qui réunit chaque année 100 millions de téléspectateurs.

Les mêmes sources rapportent, que selon les prévisions de la CAF, une cagnotte de 100 millions USD seront distribués aux 24 clubs participants. Le vainqueur de compétition aura une enveloppe de 11,5 millions de dollars américains.

Avec ACP

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :
kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU

Véron KONGO
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Présidentielle 2023 : Tshisekedi en tête des sondages, mais des alliances électorales restent inévitables

Le Groupe d'Etude sur le Congo (GEC), centre de recherche indépendant de l'Université américaine de New York, vient de publier, conjointement avec son partenaire Ebuteli, institut de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, et BERCI, cabinet basé à Kinshasa, un sondage sous la forme d'une «Note thématique», en prévision de l'élection présidentielle prévue, sauf imprévu, en décembre 2023. La conclusion est sans appel : les Congolais ne se font pas d'illusions sur un aboutissement heureux du processus électoral. Selon les résultats du sondage, en 2023, la présidentielle se jouera sur des alliances inévitables. Aucun candidat à la présidentielle ne pourra gagner seul, note le sondage.

M.M.F.

Le sondage conjoint de GEC et Ebuteli a été réalisé entre les mois d'avril et mai 2022. Il porte sur l'opinion que les futurs électeurs congolais se font de l'évolution politique de leur pays, et leur perception du processus électoral en cours dans le pays. Il relève d'emblée que le camp des abstentionnistes est en voie de se vider. En effet, 78% de sondés soulignent leur détermination à se rendre aux urnes, contre 43% en décembre 2021.

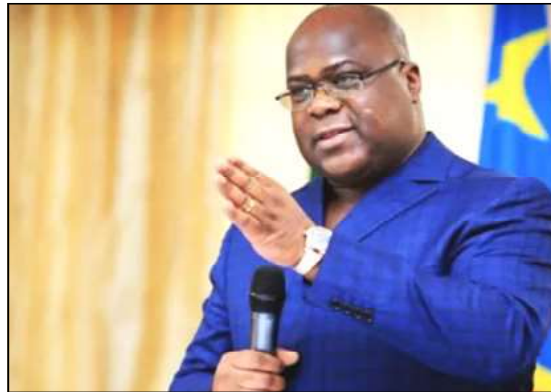
Mais ce chiffre ne signifie pas que cette forte proportion traduit une adhésion massive aux actions du pouvoir de l'Union sacrée de la Nation quoique 30% des sondés déclarent porter leur faveur sur le président Félix Tshisekedi. Il s'agit plutôt des prémices d'un vote-sanction du peuple désillusionné autant par les nombreuses irrégularités qui émaillent la démarche vers l'organisation des élections en décembre 2023, que par les interprétations hasardeuses des textes lé-

gaux en matière de justice ou de la gestion ordinaire des affaires publiques.

DES SIGNAUX QUI NE RASSURENT PAS

Le sondage estime que les Congolais interrogés ne se font pas d'illusion quant à la crédibilité du processus électoral. GEC et Ebuteli notent qu'à la base de cet état de choses figure l'opacité dans laquelle a baigné l'adoption de la loi organique modifiant et complétant le texte organisant le fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Son auteur, le député Christophe Lutundula, une fois gratifié de la fonction de vice-premier ministre en charge des Affaires étrangères, tous les ajustements «courageux» contenus dans son projet de loi déposé le 8 août 2019 ont été abandonnés, dont la nécessité d'une composition équilibrée de la CENI d'une part, et une définition claire des pouvoirs entre la plénière et le bureau, d'autre part. De même, exit l'idée d'instaurer une com-



mission permanente d'évaluation et de contrôle (Copec).

La nouvelle loi sur la CENI, promulguée le 29 juin 2020, va à contre-courant de l'opinion publique qui avait misé sur la suppression du «seuil de représentativité». 54,5% des sondés jugeant prioritaire que le Parlement supprime ce dispositif afin de permettre aux petits partis politiques et aux candidats indépendants d'être représentés à l'Assemblée nationale ou, éventuellement, au gouvernement.

GEC et Ebuteli indiquent par ailleurs que l'une des raisons majeures de la désillusion exprimée par les personnes sondées est le maintien dans la loi promulguée de la disposition autorisant les candidatures multiples, et l'inscription des suppléants issus d'une même famille biologique.

A la question : «Si l'élection présidentielle était organisée ce dimanche, pour qui voteriez-vous ?», le trio de tête serait formé de Félix

Tshisekedi (30,9%), suivi de Martin Fayulu (17,1%) et de Moïse Katumbi (15,1%). La deuxième partie du tableau aligne : Kamerhe (6,7), Kabila (sic) (5,3), Bemba (4,7), Matata (4,4), Muzito (2,3); les sans opinion (4,6%). Il est à remarquer ici que les scores cumulés des opposants et des indécis totalisent 60,2 %.

Les chiffres ci-haut font entrevoir, à une année des scrutins, sous réserve d'une évolution ultérieure, le faible score de Félix Tshisekedi. Laisant la voie libre aux tenants de la thèse selon laquelle dans le cas d'une organisation d'élections libres et transparentes, aucun camp ne saurait prétendre seul à la victoire, hors des alliances qui s'imposent d'elles-mêmes au fur et à mesure de l'approche des échéances électorales.

LES GRANDES TENDANCES DU SONDAJE

À vingt mois des élections prévues fin 2023 en République

Démocratique du Congo, le réservoir d'abstentionnistes se vide. Ils sont désormais 78 % des Congolais sondés à souhaiter voter à la prochaine présidentielle, alors qu'ils n'étaient que 43 % en décembre 2021. C'est l'un des principaux enseignements du sondage réalisé face-à-face entre avril et mai 2022 à travers le pays.

En attendant la sortie du rapport proprement dit, le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, avec le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci), ont publié, mercredi 10 août, une deuxième note thématique intitulée «Élections 2023 : les Congolais ne se font pas des illusions».

Les résultats de ce sondage dévoilent également la défiance à l'égard de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Plus de 60 % des Congolais interrogés affirment ne pas avoir confiance ou ne savent pas s'ils ont confiance dans la Ceni pour organiser les élections crédibles, libres et transparentes. Cette réticence pourrait se justifier par le manque de transparence et de consensus qui a caractérisé le processus de désignation des animateurs de cette institution. Même Denis Kadima, le nouveau président de la Ceni, en est affecté : seuls 28 % des personnes sondées ont une bonne opinion de lui.

Autre enseignement majeur : la nouvelle loi électorale va à contre-courant de l'opinion publique. Contrairement à l'option levée par les parlementaires, 68 % des répondants s'étaient prononcés par exemple pour l'obligation de publier les résultats des élections bureau de vote par bureau de vote. Aussi 54,5 % avaient-ils jugé «prioritaire» que le Parlement supprime le seuil de représentativité afin de permettre aux petits partis politiques d'être représentés. Les députés et les sénateurs, eux, ont choisi de le maintenir, voire d'ajouter un nouveau seuil de recevabilité des listes.

Ce sondage laisse enfin entrevoir l'importance du jeu des alliances en cours pour la présidentielle à un tour à venir. Si le président Félix Tshisekedi est certes en tête des intentions de vote avec 31 %, son score et celui de ses alliés sont légèrement en deçà de la performance possible de ses potentiels concurrents réunis.

Tous unis derrière nos forces armées

Bendélé Ekweya té

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET MÉDIAS

TOLONGA NA MAPINGA BENDÉLE EKWEYA TÉ!